

Le 17 avril 2021

LETTRE D'UN CITOYEN À UN CITOYEN JOURNALISTE

Bonjour Citoyen,

Je te tutoie comme on se tutoyait entre citoyens pendant la Révolution française ; c'est un tutoiement plein de respect et de fraternité.

Citoyen, je te parle en frère humain, parce que c'est ton cœur dont j'ai besoin, au-dessus de ta discipline.

Comme tu le sais, je suis désarmé : nos aïeux, puis nos parents et nous-mêmes avons renoncé aux armes, droit immémorial permettant de défendre nos intérêts et ceux de nos proches. En échange de ce renoncement, afin de garantir la paix civile, le monopole de l'usage de la force a été confié à quelques-uns dirigés par une représentation élue au suffrage universel censée défendre nos intérêts.

Depuis ce désarmement du peuple, nos libertés et la justice dépendent de la vertu de nos politiciens, juges, policiers, militaires, journalistes...

Notre vie même dépend de la vertu de nos représentants.

Citoyen journaliste, je t'interpelle aujourd'hui, car l'heure est grave : nous n'avons pas de constitution digne de ce nom. En effet, depuis 1958 où la constitution avait été approuvée par référendum avec 82,6% des suffrages exprimés, celle-ci a été grandement remaniée sans notre aval. Faute d'un contrôle sérieux par un pouvoir populaire libre et indépendant capable de reprendre la main sur son destin, les dirigeants ruinent et dévastent le pays de façon opaque et irresponsable. Ils s'en prennent aujourd'hui à nos droits humains les plus fondamentaux : nos libertés, notre intimité et notre intégrité.

Depuis près de cinquante ans, nos dirigeants de tous bords privatisent, au profit des plus fortunés, français ou étrangers, nos biens publics: autoroutes, barrages, industries stratégiques... Ils ruinent et détruisent tous nos services publics: hôpitaux, écoles, postes, trains, justice, police, armée... En privatisant les bénéfices et en mutualisant les pertes, le secteur privé rançonne les usagers et contribuables en leur faisant payer des services qui devraient être gratuits. Le pays est de plus en plus endetté et soumis aux pressions des marchés financiers. Ces privatisations engendrent la destruction de la sécurité sociale par la suppression des cotisations sociales qui asphyxient les retraites, l'assurance chômage, l'assurance maladie, etc. Nos dirigeants complices précarisent et terrorisent les travailleurs: destruction du droit du travail, retour de l'arbitraire dans les grandes entreprises. Le pays s'est désindustrialisé notamment par un euro trop fort et par le libre-échange qui impose une concurrence déloyale.



En un mot, ils font de notre pays la colonie d'un Empire. Tout se passe comme si les plus hauts représentants étaient passés sous le contrôle de puissances étrangères, au service de leurs riches amis au lieu de défendre leur pays. Au moment de l'anniversaire de la Commune de Paris (en 1871) et de l'affreuse semaine sanglante, nos « élites » émettent d'inquiétants signaux.

Et nous, simples citoyens, sommes toujours totalement impuissants à résister à toutes ces « lois scélérates » (c'est ainsi qu'on les appelait au 19e siècle) parce que nous n'avons aucune institution pour nous protéger : notre prétendue « constitution » est littéralement une prison politique, au lieu d'être une protection.

Ces temps-ci, au prétexte de la crise sanitaire, la situation se dégrade encore, rapidement, certains médias terrorisent les spectateurs, et des millions de personnes interdites de travailler sont condamnées à sombrer dans la misère. La surveillance s'intensifie. Partis pour nous tracer afin d'accroître la répression des opposants, les censeurs se décomplexent. Ainsi ils généralisent les tensions dans une société clivée qui s'engage vers un véritable apartheid : vaccinés/non vaccinés. Une véritable liberté conditionnelle s'installe sous couvert d'urgence sanitaire. Mettre un terme à la déraison totalitaire des décideurs publics devient un acte urgent et vital.

Citoyen Journaliste, cette lettre veut à la fois t'informer et t'interpeller :

- Ni la constitution, ni les institutions ne sont chargées de nous défendre contre nos représentants, et nous, Citoyens constituants, t'informons que nous sommes résolus à écrire les règles de notre représentation. Nous nous transformons. Nous ne voulons plus rester des enfants, électeurs hétéronomes, nous devenons par nous-mêmes des citoyens adultes, autonomes.
- 2. Mais au-delà de cette réalité, les Citoyens constituants que nous sommes, pacifiques, mais déterminés à ne pas nous laisser faire sans résister, te demandons de l'aide.

Comment le Citoyen Journaliste peut-il aider ses concitoyens à résister à l'oppression ?

Si tu es pigiste, nous avons besoin que tu enquêtes loyalement, sans mépris ou mensonge, sur nos initiatives locales de résistance à l'oppression, et, qu'avec bienveillance, tu fasses connaître au plus grand nombre nos luttes sociales, politiques et économiques pour que se concrétise le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Si tu passes à la radio ou à la télévision, nous avons besoin que tu défendes courageusement notre cause sur les plateaux quand l'un de tes confrères nous accable injustement, mais, si tu penses y perdre ton emploi, ne t'y risque pas, car nous avons besoin que tu restes à ton poste pour nous aider autrement.

Si tu as la possibilité d'organiser des débats, nous avons besoin que tu les organises avec de simples citoyens, amateurs éclairés, proches de la réalité vécue par les dominés, et pas seulement avec des professionnels de la politique ou intellectuels patentés et autres démophobes. S'il te plaît, autant que tu le peux, essaie de donner la parole au peuple face à ses représentants. Et aide-le à s'exprimer publiquement, car il n'y est pas accoutumé.



Nous avons aussi grandement besoin que tu nous aides à redonner le sens originel aux mots qui nous ont été volés par les dominants qui les ont carrément mis à l'envers. Ne les laisse plus salir le mot « populisme ». Le populiste soigne son peuple comme le pianiste soigne son piano. N'appelle plus « constitution » un texte où les prétendus constitués sont systématiquement tenus à l'écart de toute souveraineté. N'accuse pas de « conspirationnisme » ceux qui font ton travail en cherchant et en dénonçant les innombrables conspirations contre l'intérêt général. Si tu acceptes de parler de « facteur travail », de « ressources humaines » ou de « plan de sauvegarde de l'emploi », comprends que tu sers notre geôlier. De même, lorsque tu parles des grévistes ou des manifestants qui prennent les autres en « otages »... Je m'arrête là : tu sauras mieux que moi compléter cette liste de détournement de sens frauduleux. Nous te demandons fraternellement de nous aider en ne pratiquant plus ces fourberies et en rétablissant le véritable sens des mots. Aussi, comprends-nous quand nous contestons l'oxymore « démocratie représentative ». Accepte cette idée neuve qu'élire (des maîtres) n'est pas voter (des lois). Comprends qu'un véritable suffrage universel devrait consister à voter les lois plutôt qu'à élire des maîtres. Défends avec nous l'idée que seuls les représentés sont légitimes à décider des règles de leur propre représentation. Face à notre idéal, décèle des conflits d'intérêts des élus qui corrompent tout processus constituant.

Nous avons conscience que la fonction de journaliste est de loin la plus importante pour défendre Démocratie et Bien Commun. Ton rôle est fondamental dans un régime de liberté. En 1789, pendant la Révolution française, on vous appelait « les sentinelles du peuple ». Te rends-tu compte à quel point ton métier est important pour tous et partout sur terre ?

En tant que journaliste, tu as naturellement des collègues qui exercent le même métier. Nous avons besoin que tu nous aides à les toucher, à leur parler et à capter leur attention pour les convaincre que leur place est à nos côtés plutôt qu'aux côtés de leurs riches employeurs.

Nous comptons sur toi quand le peuple est attaqué pour monter la garde, pour sonner l'alarme, pour le mobiliser sans le terroriser, pour lui donner la parole et pour l'aider à s'exprimer.

Nous autres, simples Citoyens, les gouvernés, les administrés, les immatriculés, les bâillonnés te demandons de ne pas t'opposer à ceux que tu informes : aide-nous, pacifiquement et démocratiquement, à nous défendre contre les mesures arbitraires.

Nous avons besoin de toi, Citoyen journaliste, pour nous aider à préparer une transition, une transformation démocratique, qui rende enfin possible et durable un Processus Constituant Populaire Permanent.

Pourquoi le Citoyen Journaliste aiderait-il ses concitoyens à résister à l'oppression?

Toi-même, journaliste de terrain, rouage à la fois essentiel et fragile, ton travail est menacé (et déjà presque condamné) par l'intelligence artificielle, comme celui d'innombrables autres travailleurs. Penses-tu rester encore longtemps épargné par la dynamique en cours d'acquisitions des médias par des puissances financières avec la complaisance de nos dirigeants ? C'est la volonté générale qui est ainsi polluée par cette dynamique. Avec ce mauvais traitement, ce sont carrément les opinions publiques qui sont dévoyées par la désinformation et la mésinformation.



C'est la démocratie elle-même que les journalistes sont chargés de défendre en travaillant à éclairer honnêtement les opinions du démos, et, inversement, c'est carrément la démocratie qui est menacée quand les journalistes acceptent de déformer l'information sur ordre de leurs propriétaires.

Tu es salarié, donc subordonné et forcé à l'obéissance, je te comprends. Mais tu es surtout un être humain et c'est sur ta conscience que reposent en partie nos espoirs. Je sais que tu es de bonne foi, que tu as la conviction de bien faire et, qu'à ta manière, tu cherches toi aussi à servir le bien commun. Nous n'avons pas besoin que tu fasses la révolution avec nous (encore que... nous serions heureux de t'accueillir parmi nous), mais nous avons besoin que tu nous soulages de l'oppression en évitant les mensonges ou les silences complaisants dont tu deviendrais responsable. Nous avons besoin que tu ne fasses pas de zèle pour être bien noté par tes maîtres. Nous comptons sur ta bienveillance pour informer loyalement tes collègues et tes auditeurs des progrès de l'émancipation démocratique qui grandit un peu partout.

Toi-même, Citoyen Journaliste, tu es concerné, ainsi que ta famille, par la protection des biens publics, des services publics, des assurances sociales, de l'hôpital, des retraites, de la sécurité sociale. Pour nous, simples citoyens, il est incompréhensible que tant de journalistes défendent aujourd'hui bec et ongles le totalitarisme marchand, la folie mercantile, les pires gaspillages et les pires cruautés au nom de la sainte croissance. Incompréhensible. Nous croyons en toi : montre-nous que, toi aussi, tu refuses de voir la planète dévastée et ton imaginaire colonisé par la marchandise et nos irresponsables fuites en avant.

Citoyen Journaliste, ton destin est commun avec celui des autres citoyens. Fais connaître cette alarme pacifique autour de toi.

Nous et nos familles, nous comptons tous sur toi.

« Le Citoyen Constituant Inconnu » pour le MCP, Mouvement Constituant Populaire.